

LE MOUVEMENT POUR LE RASSEMBLEMENT ET LE CHANGEMENT

(MRC-Centrafrrique)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

DE L'ILLEGITIMITE DU CNT A DESIGNER LE PRESIDENT DE LA TRANSITION

Depuis son arrivée par la violence et dans le sang, le pouvoir illégitime de Djotodia est devenu très vite inexistant et a laissé se perpétuer des massacres généralisés à travers le pays. Les Centrafricains ont été abandonnés à eux-mêmes, livrés aux bandes Séléka.

Le peuple centrafricain a bouté dehors ceux qui ont confisqué le pouvoir et se doit maintenant de prendre son destin en main, en choisissant lui-même la nouvelle équipe de transition.

En effet, l'actuelle tentative de réanimation des accords de Libreville est vaine. Ces accords ont été trahis et n'ont jamais été appliqués par l'ensemble des signataires. Ils sont aujourd'hui caduques et ne peuvent servir de base crédible pour construire une transition démocratique et apaisée.

La structure dite « Conseil National de Transition (CNT) » est une **émanation illégitime du coup d'Etat du 24 mars 2013**. Le pouvoir exécutif étant dissous, de facto le CNT n'a plus de raison d'être. Les membres du CNT étant en partie membres, ou sous influence, de la Séléka, se sont compromis dans le massacre du peuple Centrafricain.

Dans l'état actuel du Centrafrrique, il nous est proposé que le Président du CNT assure l'intérim du pouvoir pendant 15 jours, à l'issue desquels cet organe sera automatiquement dissous en tant que représentation de l'ancien régime.

Le CNT n'est pas légitime et ne représente pas les centrafricains. Il ne peut donc ni recevoir et valider des candidatures, ni décider d'un président de transition pour la RCA.

Il nous revient donc à nous, responsables politiques, représentants de la société civile, femmes et hommes de paix et de bonne volonté, de nous réunir afin de nous concerter et de décider des voies et moyens d'assurer une transition réussie. La période de transition à venir sera cruciale et déterminante pour notre pays. D'elle dépendra le retour à la paix et l'organisation d'élections libres et démocratiques.

Tout autre choix ne ferait que perpétuer la crise actuelle, voire l'aggraver.

L'avenir du Centrafrrique ne peut se décider sans l'avis de son peuple et de ses représentants légitimes.

VIVE LE CENTRAFRIQUE LIBRE, DEMOCRATIQUE ET LAIQUE.

Marie-Reine Hassen
Le 13 janvier 2014